

FEDERATION DES ASSOCIATIONS LAIQUES ET D'EDUCATION PERMANENTE

FALEP

Immeuble Ollandini – Rue Paul Colonna d'Istria
20090 AJACCIO

Association loi 1901 – SIREN : 306 663 717

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de l'association FALEP,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FALEP relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans les notes « faits caractéristiques de l'exercice » et « événements postérieurs à la date de clôture des comptes » en page 8 et 9 de l'annexe des comptes annuels concernant l'arrivée au terme du plan de sauvegarde et l'impact de cette opération sur le résultat de l'exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe « Informations générales et faits significatifs » de l'annexe aux comptes annuels détaille les principaux éléments survenus sur l'exercice et qui impacte la lecture des comptes.

Dans le cadre de nos travaux sur la présentation des comptes, nous avons contrôlé les informations fournies, leur correcte présentation et la conformité avec les éléments comptables.

Les notes « règles et méthodes comptables et informations complémentaires » de l'annexe aux comptes annuels exposent notamment les méthodes comptables retenues pour établir les comptes annuels de l'association en tenant compte :

- Des retraitements nécessaires des comptes administratifs des établissements sous contrôle des tiers financeurs établis en application des principes comptables prévus par l'article R.314-81 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Des affectations de résultat spécifiques aux établissements sociaux et médico-sociaux prévus au décret 2010-425 du 29 avril 2010
- Des méthodes retenues pour procéder à l'agrégation des comptes de ces établissements ;

Nous nous sommes assurés que ces méthodes étaient justifiées, correctement appliquées et présentées en annexe aux comptes annuels.

L'association a comptabilisé dans les comptes de l'exercice 2024 des produits à recevoir pour 513.674 euros détaillés en page 27 de l'annexe et composés de subventions à recevoir à hauteur de 466.347 euros.

Dans le cadre de nos contrôles des subventions attribuées, nous nous sommes assurés que les montants attendus et comptabilisés étaient correctement évalués et conformes aux conventions d'attribution obtenues.

L'association enregistre au titre des subventions non utilisées à la clôture de l'exercice des fonds dédiés pour un montant total de 790.104 euros. Le détail des montants comptabilisés ainsi que les règles comptables applicables à ces fonds dédiés sont détaillés dans l'annexe des comptes annuels. Dans le cadre de nos travaux sur les estimations comptables, nous nous sommes assurés de la correcte évaluation des engagements reportés à ce titre et de la cohérence des informations transmises en annexe des comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur Général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 10 juin 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

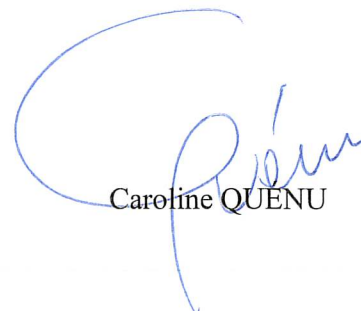
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Ajaccio, le 13 juin 2025

Le commissaire aux comptes

SAS COREVAL



Caroline QUENU



Ajaccio
Expertise
Comptable

Daniel RAFFALLI

Expert-Comptable Diplômé par l'Etat
Commissaire aux Comptes
Inscrit près la Cour d'Appel de Bastia

F.A.L.E.P.

(Fédération des Associations Laïques et d'Education Permanente)

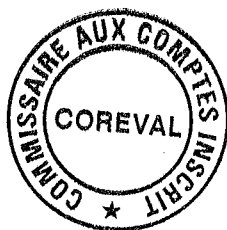
Immeuble Ollandini, Rue Paul Colonna d'Istria
20090 AJACCIO

~ ~ ~ ~ ~

- Comptes annuels -

Exercice du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024

Durée de l'exercice : 12 mois



SARL au capital social de 28 500 €

Siège social : 71 cours Napoléon, 20000 Ajaccio

Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la région de CORSE

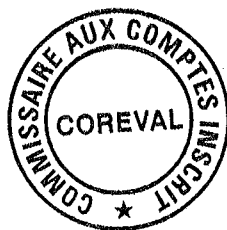
Tél : 04 95 10 85 18 - Fax : 04 95 10 85 19 - Mail : daniel.raffalli@aec.corsica

Web : www.aec.corsica - Siret : 451 482 095 00028 - APE : 6920 Z

Sommaire

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

<i>Rapport de présentation</i>	<i>1</i>
<i>Bilan Actif</i>	<i>2</i>
<i>Bilan Passif</i>	<i>3</i>
<i>Compte de Résultat 1/2</i>	<i>4</i>
<i>Compte de Résultat 2/2</i>	<i>5</i>
<i>Annexe au bilan</i>	<i>6</i>
<i>Informations générales et faits significatifs</i>	<i>7</i>
<i>Règles et méthodes comptables</i>	<i>10</i>
<i>Immobilisations</i>	<i>19</i>
<i>Amortissements</i>	<i>20</i>
<i>Créances et dettes</i>	<i>21</i>
<i>Variation des fonds propres</i>	<i>22</i>
<i>Provisions</i>	<i>23</i>
<i>Tableau de suivi des fonds dédiés</i>	<i>24</i>
<i>Charges constatés d'avance</i>	<i>25</i>
<i>Produits constatés d'avance</i>	<i>26</i>
<i>Informations Complémentaires</i>	<i>27</i>



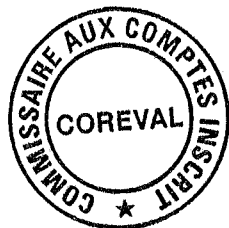
RAPPORT DE PRESENTATION

Etat exprimé en euros

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association **F.A.L.E.P. de la Corse du Sud** relatifs à l'exercice du **01/01/2024** au **31/12/2024**, qui se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	3 840 421	euros
Produits d'exploitation :	6 713 171	euros
Résultat net comptable :	337 964	euros ⁽¹⁾

Fait à Ajaccio, le 10 juin 2025



Daniel RAFFALLI
Expert-Comptable

(1) Le détail de l'origine du résultat est présenté en annexe dans la rubrique "tableau de passage du résultat comptable au résultat en compte administratif", page 30

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	2 052	2 052		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	33 294	28 769	4 525	7 010
	Autres immobilisations corporelles	876 700	622 484	254 216	235 967
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				26 796
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	2 075		2 075	2 050
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	63 716		63 716	65 819
	TOTAL (I)	977 837	653 305	324 532	337 643
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	189 716		189 716	243 332
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	553 323		553 323	891 266
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				508 631
	DISPONIBILITES	2 725 615		2 725 615	2 439 829
	Charges constatées d'avance	47 235		47 235	37 347
	TOTAL (II)	3 515 889		3 515 889	4 120 405
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		4 493 726	653 305	3 840 421	4 458 048

(1) dont droit au bail

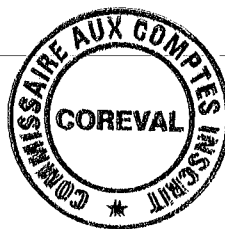
(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	577 455	577 455
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	747 713	747 713
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(4 495)	(27 768)
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	(105 925)	345 172
	Excédent ou déficit de l'exercice	337 964	(427 824)
	Total des fonds propres (situation nette)	1 552 711	1 214 747
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	91 054	101 056
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	91 054	101 056
	Total des fonds propres	1 643 766	1 315 803
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	790 104	741 502
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés	790 104	741 502
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	122 639	208 019
	Total des provisions	122 639	208 019
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		104 307
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	259 756	315 324
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	894 981	1 508 849
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	98 122	227 120
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	31 053	37 124
	Total des dettes	1 283 912	2 192 724
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 840 421	4 458 048
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	337 964,21	(427 824,40)
	(1) Dont à moins d'un an	1 283 912	
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		83 919



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	34 663	13 993
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	675 053	572 644
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	5 614 737	5 800 425
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	4 955	17 932
	Mécénats		539
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	95 572	37 056
	Utilisations des fonds dédiés	275 909	330 064
	Autres produits	12 282	3 472
Total des produits d'exploitation		6 713 171	6 776 125
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 781 845	1 767 332
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	356 739	376 654
	Salaires et traitements	3 170 095	3 377 488
	Charges sociales	1 231 742	1 300 348
	Dotation aux amortissements et dépréciations	67 223	45 864
	Dotation aux provisions	5 126	17 084
	Reports en fonds dédiés	324 511	347 585
	Autres charges	107 780	103 527
Total des charges d'exploitation		7 045 063	7 335 881
RESULTAT D'EXPLOITATION		(331 892)	(559 756)



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(331 892)	(559 756)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	25	27
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	9 119	8 631
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		9 144	8 658
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		9 144	8 658
RESULTAT COURANT avant impôts		(322 748)	(551 098)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	656 485	118 512
	Sur opérations en capital	43 299	18 402
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	699 783	136 914
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	7 502	10 889
	Sur opérations en capital	31 569	2 751
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	39 071	13 640
RESULTAT EXCEPTIONNEL		660 712	123 274
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		7 422 098	6 921 697
TOTAL DES CHARGES		7 084 134	7 349 521
EXCEDENT ou DEFICIT		337 964	(427 824)

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature

Prestations en nature

Bénévolat

TOTAL

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

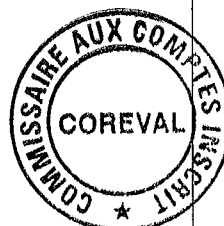
Secours en nature

Mise à disposition gratuite de biens

Prestations

Personnel bénévole

TOTAL



22 000

27 200

49 200

22 000

27 200

49 200

22 000

27 200

49 200

22 000

27 200

49 200

Annexe au Bilan

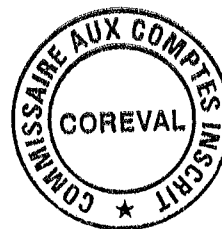
Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **3 840 421** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **7 422 098** euros
 - un total charges de **7 084 134** euros
 - dégage un résultat de **337 964** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

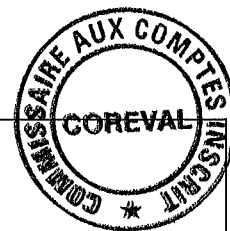


Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le Conseil d'Administration de **la FALEP** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de la mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Informations générales et faits significatifs

Etat exprimé en euros



Présentation de l'association :

Objet social :

L'association FALEP est une association régie par la Loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Elle porte la dénomination statutaire « Fédération des Associations Laïques et d'Éducation Permanente, FALEP » et porte ses actions en Corse du Sud initialement, mais en Corse entière depuis la fusion-absorption qu'elle a opérée avec la FALEP de Haute Corse en décembre 2021.

Elle a pour objet : (article 3 des statuts)

« La FALEP a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Elle fédère et rassemble des personnes morales et des membres animés du même esprit.

Mouvement d'Éducation Populaire, elle invite les femmes et les hommes à débattre et agir afin :

1. de permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y situer, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser à tous les niveaux politiques le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuse de justice sociale et attachée à la paix.

2. de développer toutes les initiatives collectives et associatives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport, aux vacances et aux loisirs.

3. de faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle qui implique la reconnaissance de l'égale dignité de chaque être humain, par une action permanente :

- pour garantir la liberté de conscience 1 la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation républicaine des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens,

- pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment en raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle.

Dès lors, elle s'interdit toute action partisane dans le domaine politique ou dans le domaine religieux ».

Son siège social est situé à AJACCIO (20090), Immeuble Olandini, Rue Paul Colonna d'Istria.

L'association est également membre La Ligue française de l'Enseignement qui est une association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 3 rue Récamier 75007 PARIS, immatriculée au répertoire SIRENE sous le n° 775 666 415.

L'association est constituée de plusieurs services qui se déclinent ainsi :

- **Le service Education Populaire** : l'association réalise cette activité à Ajaccio, comme à Bastia, ville où l'association dispose d'un siège suite à la fusion entre la FALEP2A et la FALEP2B réalisée en décembre 2021 ;
- **La Direction Générale** : l'association bénéficie d'un agrément délivré le 30/06/2017 par le Conseil Départemental de la Corse du Sud, pour une durée de 5 exercices, en application du CASF ; la « DG » a pour activité la gestion des ESSMS, dispose d'un budget qui lui est propre dont le financement provient des « frais de siège » inscrits aux budgets des ESSMS ;
- **Le SPS (Service de Prévention Spécialisée « Marie RENUCCI »)** : l'activité sociale en faveur des familles et des enfants est portée par le service de prévention spécialisée à Ajaccio, qui dispose également d'une antenne à Porto-Vecchio ;
- **Le CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale)** : l'activité sociale en faveur du

Informations générales et faits significatifs

Etat exprimé en euros

logement s'exerce à travers l'accueil de jour Stella Maris à Ajaccio et le centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) d'Ajaccio et de Porto-Vecchio. Ces structures participent également à l'intermédiation locative avec l'État.

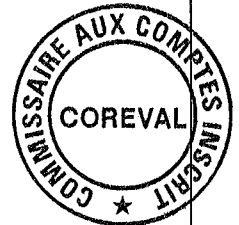
- **Foyer Educatif d'Ajaccio** : l'activité sociale en faveur des enfants est portée par le foyer éducatif.

Moyens dont dispose l'association :

L'association est locataire de l'ensemble des locaux qu'elle occupe, et qui sont au nombre de 9 : six à Ajaccio, un à Porto-Vecchio, un à Sartène et un à Bastia (mis à disposition par la mairie de Bastia).

L'association emploie plus de 100 salariés, dont la répartition par service est la suivante : (Chiffres établis sur la base du nombre de bulletins de salaires établis en 2024)

- Siège de l'association Education Populaire :	20
- Direction Générale :	4
- SPS :	18
- CHRS :	51
- Foyer :	19



Le budget global de l'association qui s'élève à 6 713 K€ (produits d'exploitation), provient essentiellement de concours publics et de subventions d'exploitation, comme cela est présenté dans le compte de résultat.

Faits caractéristiques de l'exercice :

Poursuite du plan de sauvegarde : dernière année

A la demande de l'association, la FALEP 2A de l'époque a bénéficié d'une mesure de sauvegarde ouverte par le Tribunal de Grande Instance d'Ajaccio en date du 25 novembre 2016. Cette mesure s'est accompagnée de la nomination d'un Administrateur Judiciaire.

Par jugement en date du 15 mai 2018, le Tribunal de Grande Instance d'Ajaccio a arrêté le plan de sauvegarde présenté par l'association ; il a également mis fin à la mission de l'administrateur Judiciaire et l'a désigné en qualité de Commissaire à l'Exécution du Plan.

Le Passif qui a été retenu dans le plan de sauvegarde établi par l'Administrateur Judiciaire s'élevait à 1 745 283 €.

Le règlement d'une somme globale de 703.322 € a bien été réalisé en 2018, le solde des dettes inscrites au plan s'élevant alors au 31/12/2018 à 1 041 960 €.

Celles-ci ont été réglées en 6 annuités de 173 660 €, de 2019 à 2024 inclus. Le solde des dettes issues du plan de sauvegarde au 31/12/2024 est donc nul.

En 2017, l'association a perçu des subventions d'équilibre pour un total de 425 000 € (400 000 € de l'Etat, 15 000 € de la mairie d'Ajaccio et 10 000 € de la CAF).

Informations générales et faits significatifs

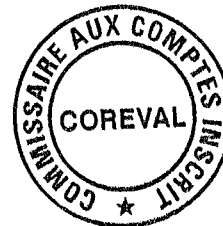
Etat exprimé en euros

Comme prévu dans le Contrat pluriannuel de retour à l'équilibre conclu avec l'Etat et le CD2A en 2018 (remplacé depuis par la Collectivité de Corse), l'association a bénéficié d'une subvention d'équilibre annuelle de 100 000 € versée par la Collectivité de Corse de 2018 à 2023 (soit 600 000 € au total).

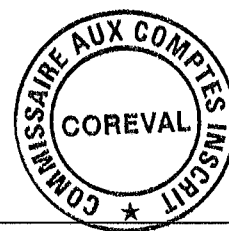
Evènements postérieurs à la date de clôture des comptes :

En 2025, l'administrateur judiciaire chargé de l'exécution du plan de sauvegarde a présenté au Tribunal Judiciaire d'Ajaccio une requête aux fins de constater l'exécution du plan et donc de mettre un terme à la procédure ; à la date d'établissement des comptes annuels, le Tribunal Judiciaire d'Ajaccio n'a pas encore prononcé de jugement suite à cette requête.

L'arrivée au terme du plan permet à l'association d'annuler certaines dettes inscrites à son passif à l'ouverture du plan de sauvegarde, par l'enregistrement de produits exceptionnels ; ces dettes non déclarées et non relevées de forclusion, qui sont donc prescrites, présentent un total de 650 086 €, que nous retrouvons donc dans les produits exceptionnels.



Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables au secteur associatif et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 840 421** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **7 422 098** euros et un total **charges** de **7 084 134** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **337 964** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et méthodes comptables :

L'analyse de la structure financière par établissements est présentée en annexe (informations complémentaires).

L'analyse des résultats par établissements est présentée en annexe (informations complémentaires) et permet de répartir les résultats en Gestion conventionnée et gestion non conventionnée.

Les principales méthodes utilisées sont :

• **Cadre légal de référence**

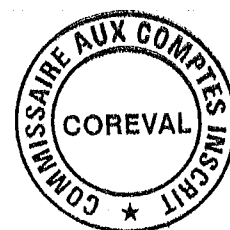
Les comptes annuels de l'exercice clos au **31/12/2024** ont été établis et présentés conformément :

- Aux dispositions du code de commerce ;
- Aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ;
- Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC N°2020-08.
- Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2019-04 du 08 novembre 2019.

• **Cadre réglementaire applicable au secteur**

Les conventions générales comptables sont appliquées dans le respect du principe de prudence

Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels sur la base des comptes arrêtés par chaque établissement.

Le plan comptable de l'association a été adapté afin de tenir compte des spécificités liées aux obligations budgétaires relatives aux activités sanitaires et médico-sociales.

Par ailleurs, l'affectation des résultats est inscrite dans le compte conformément à la réglementation en vigueur.

• Méthodes d'agrégation des comptes des établissements

Chaque établissement de l'association assure la tenue d'une comptabilité distincte, formant une entité bilancielle autonome ; l'agrégation de ces comptabilités est réalisée chaque année par l'expert-comptable.

Les comptes annuels présentés résultent de cette agrégation.

Les comptabilités distinctes sont établies pour les établissements suivants : Service Education populaire, Direction Générale, Service de Prévention, Foyer Educatif, CHRS.

Les opérations comptabilisées au cours de l'exercice concernant les frais de siège entre le siège et les établissements sont neutralisées à la clôture de l'exercice. Il en est de même pour tout autre compte de produit d'un établissement qui trouve un compte de charge dans un autre établissement, ou inversement.

Les créances et les dettes inter établissements inscrites dans les comptes de liaison (comptes N° 18xxx) et dans les comptes clients/fournisseurs (comptes 411xxx/401xxx) ont été compensées.

• Durée et période de l'exercice comptable

La durée de l'exercice est de 12 mois et concerne la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

• Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est réalisé cette année.

• Règles et méthodes comptables relatives aux postes du Bilan – actif

- Immobilisations incorporelles

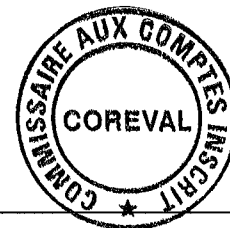
Les immobilisations incorporelles sont amorties selon un mode linéaire. Les durées d'amortissement sont fixées selon la durée d'utilité des biens concernés.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût historique ; les amortissements sont calculés selon le mode linéaire.

Les durées d'amortissement ont été fixées d'après la durée d'utilisation effectivement prévue pour chacun des composants.

Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

- Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif à leur valeur vénale, laquelle correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente d'un actif dans des conditions normales de marché.

S'agissant des biens issus des legs ou donations et destinés à être cédés, ceux-ci ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, ils font l'objet d'une dépréciation comptabilisée en charges au débit du compte 68164 « Dotations pour dépréciation d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés » par le crédit du compte 294 « Dépréciations des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés ». Les fonds reportés sont alors ajustés en conséquence.

- Immobilisations financières

Ce poste est constitué notamment :

- De titres immobilisés, acquis lors de la réalisation d'emprunts bancaires auprès du Crédit Coopératif,
- De prêts alloués au personnel,
- De dépôts ou cautionnements.

- Stock et en-cours

Les stocks significatifs sont évalués au prix de revient. Comme il est d'usage dans les établissements sanitaires et médico-sociaux, les stocks peu importants dans les établissements de taille modeste sont traités, en fonction de leur nature, en charges constatées d'avance.

Des provisions pour dépréciations sont enregistrées quand les articles concernés présentent des taux de rotation anormaux.

- Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ; une provision est pratiquée lorsque la valeur probable de réalisation d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Créances reçues par legs ou donations :

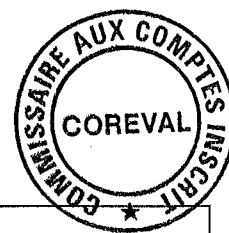
Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale, ou à leur valeur vénale ; une provision est pratiquée lorsque la valeur probable de réalisation d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées par référence à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, les mouvements étant enregistrés selon la méthode FIFO.

Une provision pour dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice si le cours de ces valeurs est inférieur à leur coût d'acquisition.

Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

- Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

· Règles et méthodes comptables relatives aux postes du Bilan – passif

- Fonds propres

- Fonds associatifs sans droits de reprise

Ce poste retrace les moyens en nature ou en espèces versés à l'organisme gestionnaire et affectés à l'établissement ou service en vue d'assurer sa mission. Ils ne peuvent être repris ni par les membres, ni par les apporteurs. Ils ne pourront être transmis qu'à la dissolution de l'association. Les fonds associatifs sans droit de reprise contenaient notamment les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme, qui ont été supprimées dans le règlement ANC n°2018-06

- Fonds associatifs avec droit de reprise

Est inscrite à ce poste la contrepartie de biens qui sont affectés à l'association et qui proviennent d'apports, de libéralités, chaque fois que ces entrées dans le patrimoine sont faites sous réserve d'une clause formelle de reprise dans l'acte constatant l'apport, la libéralité ou l'attribution de la subvention d'investissement.

La reprise des apports peut avoir lieu lors de la dissolution de l'association, mais également durant la vie de l'association (apport effectué pour une durée limitée ou pour un objet déterminé).

Art. 331-1, règlement ANC n°2018-06 : « Le compte 102 « Fonds propres sans droit de reprise » est constitué de fonds qui ne peuvent pas être repris par les membres ou les fondateurs de l'entité ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. »

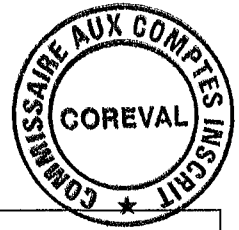
- Réserves

Les comptes de réserves sont mouvementés par des affectations de résultat en fonction des décisions de l'assemblée générale. Ces comptes ne peuvent pas faire l'objet de reprise ou de dotation par un compte de charges ou de produits de l'exercice

En l'occurrence les réserves contiennent les réserves spécifiques au secteur sanitaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Ces comptes sont mouvementés lorsque l'affectation définitive du résultat acceptée par l'autorité de contrôle est connue :

- En compte N° 106852 « excédents affectés à l'investissement », pour les fonds destinés au financement du renouvellement des immobilisations ;
- En compte N° 106855 « Excédents affectés à la couverture du BFR », communément appelé « réserve de trésorerie » ;
- En compte 106856 « Réserve de compensation », destinée à compenser un

Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

éventuel déficit constaté durant les exercices futurs

- Report à nouveau

Le report à nouveau présente soit un solde soit débiteur, soit créditeur. Ils proviennent de l'affectation de résultats générés par les activités propres de l'association (activité dite « en gestion non conventionnée »).

En l'occurrence les reports à nouveaux contiennent les résultats spécifiques au secteur sanitaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Ces comptes sont mouvementés lorsque l'affectation du résultat acceptée par l'autorité de contrôle est en cours ou connue en déclinaisons du compte N° 115 « Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée ».

- Subventions d'investissements :

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 ne contient pas de dispositions spécifiques relatives aux subventions d'investissement (SI), contrairement au règlement CRC n° 1999-01 qui prévoyait un traitement comptable spécifique des subventions d'investissement en opérant une distinction en fonction du caractère renouvelable ou non, par l'entité des biens subventionnés. Il convient donc de se référer aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au PCG.

Le règlement précité prévoit, pour les subventions d'investissement, le choix entre deux méthodes :

- soit elles sont inscrites immédiatement en produits exceptionnels ;
 - soit elles sont inscrites en fonds propres et reprises au compte de résultat de façon échelonnée, au rythme des amortissements des biens subventionnés.
- Il s'agit d'un choix de méthode comptable applicable de façon constante.

- Provisions réglementées :

Ce sont des « provisions » ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales.

Elles doivent être créées suivant un mécanisme analogue à celui des provisions proprement dites (PCG art. 313-1 et 941-14).

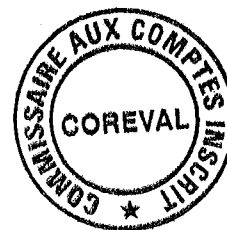
Cas particulier des associations du secteur sanitaire, médico-social et social :

Ces associations relèvent de modalités spécifiques pour le fonctionnement des comptes de provisions liées à certaines situations. Les établissements sociaux et médico-sociaux qu'elles gèrent sont soumis à un contrôle budgétaire spécifique des autorités de tarification. Ces dispositions ont été actualisées depuis l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06, modifié par le règlement ANC 2019-04.

Le Code de l'action sociale et des familles prévoit plusieurs provisions réglementées dans les comptes administratifs des établissements sociaux et médico-sociaux : provisions pour augmentation du besoin en fonds de roulement, provisions pour investissements futurs, provisions pour plus-value de cession d'actifs et pour produits financiers.

Lorsqu'une provision réglementée est pratiquée dans le compte administratif d'un

Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

établissement, cette provision est comptabilisée dans les comptes de l'entité gestionnaire conformément au PCG (Règl. ANC 2019-04 art. R 131-3).

Les comptes de provisions réglementées sont les comptes et sous-comptes 14. Les dotations aux provisions réglementées ont pour contrepartie le compte 6874 « Dotations aux autres provisions réglementées ». Les reprises de ces provisions ont pour contrepartie le compte 7874 « Reprises des autres provisions réglementées ».

- Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées en fonction des risques connues ou estimés à la clôture des comptes.

Si des risques et pertes ne sont pas mesurables à la date d'établissement des comptes annuels, une information est donnée en annexe.

- Fonds reportés et fonds dédiés

Les fonds reportés, dont la notion a été introduite par le règlement ANC 2018-06, sont des rubriques du passif qui enregistrent les ressources non encore encaissées de biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés. Cette approche concerne les legs, les donations et les donations temporaires d'usufruit.

Les fonds dédiés concernent la partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ; celle-ci est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » (Règl. ANC 2018-06 art. 132-1). Les tiers financeurs sont définis comme les autorités administratives, les donateurs, les testateurs, les mécènes ou les personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Traitement comptable des fonds dédiés dans le secteur social et médico-social (Spécificités prévues par le règlement ANC 2019-04) :

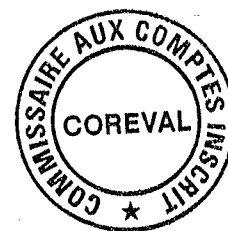
À la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations (CASF art. D 314-206) ;
- les autres contributions accordées par l'autorité de tarification.

Ces fonds dédiés sont nommés « Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS ». Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 et 132-4 du règlement ANC 2018-06 (Règl. ANC 2019-04 art. 132-1).

La contrepartie des fonds dédiés s'inscrit au compte de résultat, dans les charges

Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

d'exploitation, sous la rubrique « Engagement à réaliser sur ressources affectées ».

Le montant des fonds dédiés de l'exercice N est repris, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds par la contrepartie du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », inscrit au compte de résultat, dans les produits d'exploitation.

Règles et méthodes comptables relatives aux postes du compte de résultat

- Les produits d'exploitation contiennent notamment les rubriques suivantes :

- Cotisations

La cotisation est une somme d'argent dont les statuts d'une association prévoient le versement par tout ou partie des membres. Elle contribue au fonctionnement de l'organisme.

- Ventes de biens et services

o Ventes de biens

o Ventes de dons en nature

- dont biens relatives aux activités sociales et médico-sociale

Ventes de prestations de service

o Parrainages

- dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales

- Produits de tiers financeurs

o Concours publics et subventions d'exploitation

▪ Concours publics

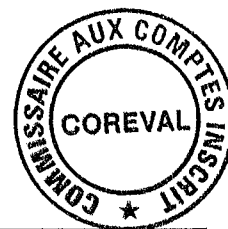
Les concours publics sont comptabilisés en produits au compte 73 « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

La fraction de concours public dédiée à un projet défini qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges 6895 « Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes » en contrepartie du compte de passif 195 « Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte 7895 « Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes ».

Sont qualifiés de concours publics les versements reçus par les entités du secteur de l'éducation au titre de la taxe d'apprentissage, les ressources issues de la tarification ou des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, les ressources publiques des établissements sanitaires de droit privé relevant du Code de la santé publique ou les aides financières versées par la caisse d'allocations familiales (Règl. ANC 2018-06 art. 142-9, commentaires).

Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

▪ Subventions

Ce terme désigne des subventions versées à une association pour lui permettre de faire face à ses charges de fonctionnement. La fraction attribuée au titre des exercices futurs est inscrite en « Produits constatés d'avance », et l'éventuelle quote-part non utilisée à la clôture de l'exercice donne lieu au constat d'une charge, inscrite en « engagement à réaliser sur ressources affectées ».

L'octroi des subventions est formalisé par la signature de conventions entre le financeur et l'association bénéficiaire qui peuvent contenir :

- des conditions suspensives relatives à la mise en place et aux versements des subventions,
- des conditions résolutives relatives à la non utilisation des fonds ou à leur utilisation à des fins autres que celles pour lesquelles les fonds ont été versés.

Une subvention assortie d'une condition suspensive non levée n'est pas acquise et n'est donc pas enregistrée en produit.

En revanche, la condition résolutive ne suspend pas l'enregistrement de la subvention qui se trouve acquise dès la décision d'octroi.

S'il existe un risque de reversement partiel ou de remboursement des dépenses non éligibles au titre de la subvention, il convient d'en tirer les conséquences dans les comptes :

- inscription d'une provision pour reversement de subvention,
- inscription d'une dette (subvention partielle ou totale à reverser) envers le financeur.

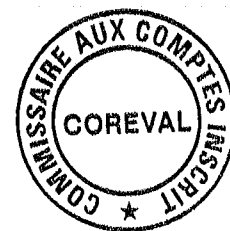
▪ dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales

Ce poste comptable est principalement constitué de la dotation annuelle de financement ou de Prix de Journées, attribués aux établissements que gère l'association et qui relèvent du secteur sanitaire et médico-social. Ces dotations ou Prix de Journées comprennent les budgets attribués pour le financement des charges de fonctionnement (dotations pérennes) ainsi que les Crédits Non reconductibles (CNR) affectés au financement de mesures d'exploitation ou au financement des dettes antérieures.

Ces produits issus des tarifications proviennent de financements de l'Assurance Maladie, de l'Etat (pour les ESAT) et de la Collectivité Territoriale de Corse.

- Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable
- Ressources liées à la générosité du public
 - Dons manuels
 - Mécénats
 - Legs, donations et assurances-vie
 - Contributions financières

Règles et Méthodes Comptables



Etat exprimé en euros

- Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges
- Utilisations des fonds dédiés
- Autres produits

- Les charges d'exploitation contiennent notamment les rubriques suivantes :

- Les aides financières :

Aides financières ou en nature

Les associations peuvent, dans le cadre de leurs missions, attribuer des aides en numéraire ou en nature. Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien, qu'il soit matériel ou immatériel, autre que l'argent (Règl. ANC 2018-06 art. 141-1 s.). Les aides financières correspondent :

- soit à une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- soit à une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité et destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fournitures de biens. Elles doivent être comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte 657 « Aides financières », subdivisé en :

- 6571 - Aides financières octroyées ;
- 6572 - Quotes-parts de générosité reversée.

L'analyse des conditions d'attribution de l'aide permet d'apprécier le mode de comptabilisation de la charge entre :

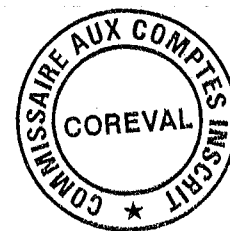
- charges d'exploitation si elles correspondent à l'activité normale de l'entité ;
- charges exceptionnelles si elles ne relèvent pas de l'activité normale de l'entité.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire à une personne morale de droit privé à but non lucratif ne bénéficie pas, par cette opération, d'un droit sur le patrimoine de la personne morale bénéficiaire. Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de la signature de la convention ou des statuts.

- Les autres charges d'exploitation :

Celles-ci n'appellent pas d'observation particulière.

Immobilisations

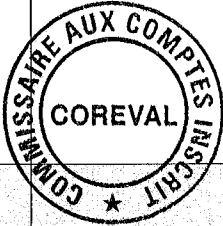


Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres immobilisations incorporelles	2 052					2 052
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 052					2 052
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	32 382		912			33 294
	Instal., agencement, aménagement divers	363 634		53 538			417 172
	Matériel de transport	18 719					18 719
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	430 024		15 701		4 915	440 809
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes	26 796			26 796		
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	871 554		70 150	26 796	4 915	909 994
FINANCIERES	Participations et créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	2 050		25			2 075
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	65 819		11 462		13 565	63 716
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	67 869		11 487		13 565	65 791
TOTAL		941 476		81 637	26 796	18 480	977 837

Amortissements

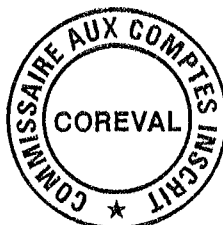
Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement				
	Autres	2 052			2 052
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 052			2 052
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	25 372	3 397		28 769
	Autres instal., agencement, aménagement divers	287 929	15 098		303 027
	Matériel de transport	12 585	2 149		14 734
	Matériel de bureau, mobilier	275 896	46 579	17 751	304 723
	Autres immobilisations corporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	601 781	67 223	17 751	651 253
TOTAL		603 833	67 223	17 751	653 305



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

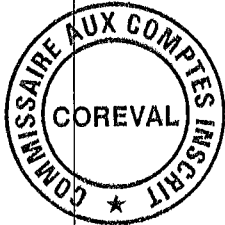
		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	63 716		63 716
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	189 716	189 716	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	6 935	6 935	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 487	13 487	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	466 346	466 346	
	Groupe et associés	20 000	20 000	
	Débiteurs divers	46 555	46 555	
	Charges constatées d'avances	47 235	47 235	
TOTAL DES CREANCES		853 989	790 274	63 716
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				



		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	259 756	259 756		
	Personnel et comptes rattachés	380 793	380 793		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	362 753	362 753		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	151 435	151 435		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	98 122	98 122		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	31 053	31 053		
TOTAL DES DETTES		1 283 912	1 283 912		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		104 307			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	577 455				577 455
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves Réserves pour projet de l'entité	747 713				747 713
Autres réserves					
Report à nouveau	(27 768)	23 273			(4 495)
Résultat ss ctrl tiers fi. Ran ss ctrl tiers fi.	345 172	(451 097)			(105 925)
Excédent ou déficit de l'exercice	(427 824)	427 824	337 964		337 964
Situation nette	1 214 747		337 964		1 552 711
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	101 056		13 531	23 532	91 054
Provisions réglementées					
TOTAL	1 315 803		351 495	23 532	1 643 766



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres	208 019	5 126	90 506	122 639
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	208 019	5 126	90 506	122 639
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		208 019	5 126	90 506	122 639
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			5 126	90 506	

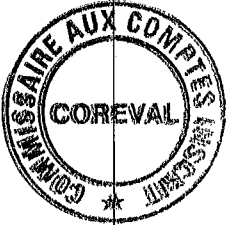


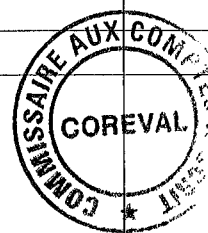
Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
CHRS	627 900	162 307	257 810	723 403
SPS	71 602	71 602	25 275	25 275
EDUCATION POPULAIRE	42 000	42 000	41 426	41 426
TOTAL	741 502	275 909	324 511	790 104

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

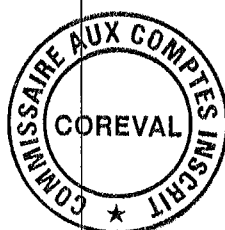


Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				47 235
CHRS (ESSMS et actions périphériques)			25 257	
Direction Générale			4 854	
Service de Prévention			8 280	
Education Populaire			4 654	
FOYER			4 190	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				47 235

Produits constatés d'avance

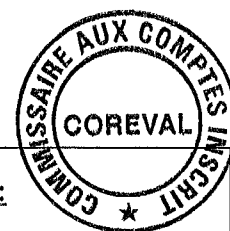
Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			31 053
FALEP Siège & Ligue de l'enseignement		13 300	
Service de Prévention			
CHRS		17 753	
Foyer			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			31 053



Ces produits constatés d'avance correspondent à la partie relevant de l'année à venir (N+1) des subventions d'exploitation allouées sur des périodes allant au delà de la date de clôture des comptes.

Informations complémentaires

Etat exprimé en euros



Le total des produits à recevoir inscrit à l'actif du bilan pour 513 674 €, se décline ainsi :

- Subrogation Indemnités journalières :	13 487 €
- Subventions à percevoir :	466 347 €
- Produits divers à recevoir :	33 840 €

Le total des charges à payer inscrit au passif du bilan pour 672 865 € se décline ainsi :

- Fournisseurs, factures non parvenues :	98 549 €	
- Dettes fiscales et sociales :	574 316 €	
o Dettes provisionnées pour congés à payer :		376 655 €
o Charges de personnel à payer :		3 164 €
o Subrogation d'IJ :		2 387 €
o Charges sociales sur Congés à payer :		148 662 €
o Charges fiscales sur congés à payer :		43 448 €

Part de l'activité sociale et médico-sociale

Art. 152-1 du règlement ANC N° 2019-04 du 08 novembre 2019

Dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants par une subdivision spécifique :

- les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

Pour 2024, la rubrique du compte de résultat inscrite dans les produits d'exploitation intitulée « **Concours publics et subvention d'exploitation** » qui s'élève au total à 5 614 737 € (contre 5 800 425 € en 2023), se décline ainsi :

Pour les ESSMS :

- Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales (dotations globales et Prix de journées) :
 - 2 721 527 € (contre 2 689 252 € en 2023)
- Subventions d'exploitation relevant des activités ESSMS :
 - 312 600 € (contre 437 923 € en 2023)

Pour les autres activités ne relevant pas des ESSMS :

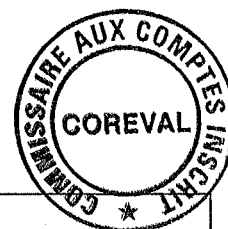
- Subventions d'exploitation ne relevant pas des activités ESSMS :
 - 2 580 610 € (contre 2 673 248 € en 2023)

Frais de siège facturés par la Direction Générale aux établissements :

Par arrêté N° 2017-272 en date du 30 juin 2017, le Conseil Départemental de la Corse du Sud a autorisé l'existence du siège avec effet au 1^{er} janvier 2017, pour une durée de 5 années, en application du CASF, ce qui a conduit l'enregistrement dans les ESMS de frais de siège, porté aux produits du siège, pour les montants suivants :

- Foyer Educatif : 66 476 € (contre 68 959 € en 2023),
- Service de Prévention : 78 982 € (contre 86 747 € en 2023),

Informations complémentaires



Etat exprimé en euros

- CHRS : 87 438 € (contre 85 325 € en 2023),
- Etat (actions périphériques CHRS et SPS) 64 170 € (contre 61 216 € en 2023)

Budget global autorisé : 297 066 € (contre 302 247 € en 2023)

Ces charges et produits n'apparaissent pas dans le compte de résultat, par suite des enregistrements comptables nécessaires à la combinaison des comptes.

Rémunération totale des trois plus hauts Cadres Dirigeants (salariés) :

Le total des salaires des trois plus hauts Cadres Dirigeants salariés de l'association s'élève à 214 597 € (Information donnée en application de la loi N° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif).

Honoraires du Commissaire aux Comptes

Le montant total des honoraires du Commissaire aux Comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 19 200 € TTC.

Les honoraires au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L.811.11 sont nuls.

Evaluation des contributions volontaires

Bénévoles :

Les contributions volontaires en nature correspondent aux participations de la Présidente et de la Trésorière aux instances de l'association :

- Participation aux assemblées générales, conseils d'administration : 60 heures
- Secrétariat Général : 120 heures
- Réunions internes, externes, diverses : 100 heures
- Travaux d'analyse de documents, préparation des réunions : 400 heures

Le nombre des heures d'instances s'est élevé au total à 680 pour l'année 2024.

Les heures sont évaluées à 40 €, sur la base de la rémunération d'un cadre dirigeant, ce qui conduit à une valorisation globale de 27 200 €.

Locaux :

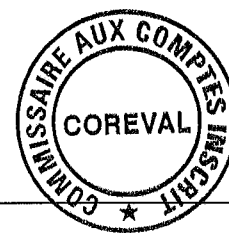
A compter du 24/11/2022, l'antenne de Bastia dispose d'une mise à disposition de locaux par la Mairie de Bastia, d'une superficie de 220 m², avec équipement ; la convention indique une valorisation à hauteur de 22 000 € par an.

Provision pour charges :

Provisions pour risques et charges :

Au 31/12/2024, les provisions pour risques et charges s'élèvent au total à 122 639 € (contre 208 019 €

Informations complémentaires



Etat exprimé en euros

au 31/12/2023) ; le détail est le suivant :

- CHRS 97 462 € (contre 149 183 € fin 2023) : concernent des subventions allouées sur les exercices antérieurs qui n'ont pas été dépensées en totalité, dont le report sur les exercices suivants n'est pas automatique (ce qui nous aurait alors permis de les enregistrer en fonds dédiés) et qui peuvent faire l'objet de reprise par les financeurs, comme indiqué dans les différents arrêtés d'attribution ; les actions concernées sont IML, STELLA MARIS ;
- Antenne de Bastia : 25 177 € (contre 58 836 € fin 2023) de provision pour départ à la retraite.

Engagements hors bilan

Engagements en matière de pensions et retraite :

L'engagement retraite calculé au 31/12/2024 est évalué globalement à 1 066 836 € (contre 1 006 216 € fin 2023).

La méthode de calcul appliquée à chaque salarié en CDI présent à la date de clôture des comptes annuels intègre les paramètres suivants :

- le sexe, l'âge et l'ancienneté dans l'association à la date de clôture des comptes,
- le salaire brut et le taux de progression annuelle des salaires (1.50% / an retenu)
- l'indemnité de départ à la retraite à 67 ans, en application de la CCN,
- la probabilité de verser cette indemnité compte tenu de l'espérance de vie de chaque salarié, calculée sur la base des tables de mortalité.

FALEP - 2024	
Montant des engagements de l'association en matière de pension, de compléments de retraite d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite	
Etablissements	Montant au 31/12/2024
Education Populaire, DG	195 718
CHRS	483 048
FOYER	170 329
SPS	217 741
Total général	1 066 836

Dettes pour congés payés

Le calcul de la dette pour congés payés est réalisé à partir des compteurs réels acquis par les salariés au 31/12/2024. Ainsi, sur cette base et à partir du dixième des salaires perçus en 2024 par chaque salarié, la valorisation des congés payés acquis s'élève au total à 376 655 € pour le montant brut, et 148 662 € de charges sociales, 43 448 € de fiscales, le tout étant égal à 568 675 € (contre 624 986 € fin 2023).

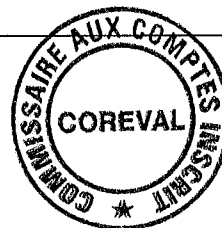
Informations complémentaires

Etat exprimé en euros

Engagements financiers

Engagements donnés : néant

Engagements reçus : néant



FALEP 2A - Tableau de passage des résultats 2024

FALEP 2A - Tableau de passage des résultats 2024	FALEP Consolidé	Direction Générale	Siège Association	Foyer	Serv. Prév.	Centre Heb.
A - Résultat comptable	337 964	- 5 084	697 659	- 331 627	- 91 350	68 366
B - Charges - Gestion non conventionnée	3 185 633	- 3 271	917 328	26 879	- 7 978	2 252 675
C - Produits - Gestion non conventionnée	3 890 820	-	1 614 987	-	-	2 275 833
D = (C - B) Résultat Gestion Non Conventionnée	705 187	3 271	697 659	- 26 879	7 978	23 157
E = (A - D) Résultat de l'exercice - Gestion conventionnée	- 367 223	- 8 355	-	- 304 749	- 99 328	45 208
F - Reprise des résultats antérieurs dans le compte administratif de l'exercice	97 707	12 798	-	38 367	32 470	14 073
(E + F) - Résultat Net de l'exercice - Gestion Conventionnée	- 269 516	4 443	-	- 266 382	- 66 858	59 281

Les charges et produits en Gestion non Conventionnée correspondent aux montants qui relèvent de la gestion propre de l'association et qui ne sont donc pas inscrits dans les comptes administratifs établis par les établissements relevant de la réglementation applicable aux ESMS.

Siège Association	697 659	Détail du Résultat Gestion Non Conventionnée du CHRS	23 157
Education Populaire	50 373	Divers	- 114
Sortie du Plan de sauvegarde	647 286	Prévention Expulsions	783
		Action Logement	-
		ALT	-
		Hébergement d'Urgence - Nuitées	- 255
		Hébergement d'Urgence - Salaires	104
		Intermédiation locative	-
		SIAO	1 438
		Stella Maris	-
		Variations CP / ESMS	21 202